

DIAL 2605

COLOMBIE - Un chemin de paix, une source d'espérance

Maria Cristina Caballero

lundi 16 décembre 2002, mis en ligne par [Dial](#)

Qui n'a un jour ou l'autre désespéré de voir naître la paix en Colombie ? Ce pays est déchiré depuis quatre décennies par une guerre intérieure qui s'est intensifiée ces dernières années, avec un lot quotidien de morts, séquestrations, déplacements de population. De façon variable selon leurs implantations, les villages sont soumis aux rudes harcèlements des mouvements de guérilla et des paramilitaires, sans que l'armée officielle ne joue son rôle protecteur. Le récit qui suit, dû à la plume de Maria Cristina Caballero, journaliste à El Tiempo, retrace l'étonnante rencontre des habitants d'un village avec des membres de la guérilla, la naissance d'un dialogue, l'affirmation sans fard des exigences humaines de la part de la population, la mise en oeuvre d'un geste simple d'accueil de la part de la guérilla (préparer à manger), sans compter le partage d'une pratique religieuse populaire (la récitation du Rosaire) dans laquelle se retrouvent guérilla et population civile. Les enlèvements sont contestés et la guérilla remet en cause certaines de ses pratiques. La libération a lieu. Ce récit étonnant montre qu'un dialogue vrai est possible, qu'une perspective de paix est envisageable.

L'aphorisme selon lequel il est très difficile de vaincre un peuple uni a été mis en action par les habitants de Santa Rosa (dans le Sur de Bolívar), qui, surmontant toutes sortes d'obstacles, sont allés jusqu'aux campements de la guérilla pour exiger la libération de leurs séquestrés. Et ils l'ont obtenue.

A quatre heures du matin, le vendredi 30 août des fusées ont été lancées en l'air pour réveiller les habitants de Santa Rosa, village du Sud Bolívar traditionnellement harcelé par les différentes forces en conflit. Peu à peu les habitants se rassemblent sur la place centrale, en plein brouillard. Carmen Hernandez et un groupe de 23 amis et parents de Luis - un jeune homme de 19 ans séquestré par la guérilla - chargent un ballot de pains de maïs dans un petit camion, à côté des occupants entassés mais enthousiastes. Certains agitent des drapeaux blancs, d'autres le tricolore colombien. « Il faut être prêts à toute éventualité », dit un des amis de Luis. Plus de 500 personnes - parmi lesquelles des commerçants, des enfants, des professeurs et des élèves des écoles - se joignent à la caravane pour exprimer leur solidarité avec les familles des séquestrés. Des volontaires offrent une quarantaine de véhicules pour transporter les villageois qui ont décidé d'aller à la recherche des commandants régionaux des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) et de l'ELN (Armée de libération nationale). Les habitants de Santa Rosa, désespérés par le harcèlement des groupes armés, ont décidé de s'unir pour exiger le respect de la population et la libération des séquestrés de leur village. Des représentants des groupes de guérilleros ont confirmé, par un communiqué conjoint, qu'ils les recevraient pour discuter. Isidoro Galvis, ex-maire de Santa Rosa, demande que chaque véhicule nomme un coordinateur. « Nous allons nous assurer que chacun de nous, présent au départ, soit là au retour », affirme-t-il.

Quinze minutes après le départ pour le rendez-vous, en pleine incertitude, la caravane - avec à sa tête la Toyota bleue de l'évêque du diocèse de Magangue, M^{gr} Leonardo Gomez Serna - tombe sur un barrage de l'Armée. Des soldats inspectent un à un les véhicules et notent les numéros d'immatriculation.

Quatre collines plus haut, un groupe de Santa Rosa distribue à chacun des participants à la caravane un sac contenant saucisses et biscuits. Le "casse-croûte" a été acheté avec l'argent offert spontanément par des habitants de Santa Rosa pour soutenir la caravane.

Environ quinze minutes après, la caravane est de nouveau arrêtée. Cette fois-ci, il s'agit d'un barrage de gens en uniforme : une chemisette noire portant les insignes des AUC (Autodéfenses unies de Colombie) [1]. Véhicule après véhicule, ils demandent s'il y a des caméras de télévision. « Aucun représentant des moyens de communication ne peut monter », décrètent-ils. D'autres membres des AUC montent la garde des deux côtés de la route et sur quelques collines voisines, leurs fusils pointés vers le haut. Le message paraît être : « Nous sommes là. » La nuit précédente, un groupe des AUC avait exigé des leaders locaux qu'ils renoncent à la caravane. Ceux-ci leur avaient répondu que c'était impossible parce que tout était prêt. Alors les paramilitaires les avertirent qu'ils ne pouvaient emmener des représentants des médias. Ils avertirent qu'en cas contraire ils pourraient lancer une attaque sur la zone où devait se réaliser la rencontre.

Quand la caravane arrive au village de Los Canelos, les cloches de l'église sonnent, des dizaines d'habitants sortent dans les rues et agitent des drapeaux blancs. Une douzaine supplémentaire de paysans et des camions se joignent à la caravane. Environ vingt minutes après avoir passé le barrage des Autodéfenses, la caravane est arrêtée une fois encore. Cette fois-ci il s'agit d'un barrage aux ordres de l'Armée de libération nationale. Une jeune fille aux traits indigènes et un guérillero d'environ 25 ans préviennent que la piste est en assez mauvais état et qu'il vaudrait mieux que les occupants des véhicules descendent chaque fois qu'il y a des trous très profonds.

Ainsi, en une heure de temps, les membres de la caravane de Santa Rosa tombent sur des barrages encadrés par des représentants des trois acteurs armés qui s'affrontent dans le conflit colombien.

Un habitant du village de Canelos informe que la réunion doit se dérouler sur le territoire du village appelé La Estrella, relativement proche. Mais la piste devient de plus en plus mauvaise. L'un après l'autre, les véhicules se retrouvent bloqués dans les "cratères" de boue. Quelques pierres gigantesques se transforment en toboggans. A chaque fois, les habitants de Santa Rosa, solidaires, hissent les véhicules ou les tirent avec des cordes pour le bétail.

En arrivant à La Estrella, on est informé qu'il faut continuer "vers le haut". Plusieurs conducteurs laissent leurs véhicules au parking. « Ma jeep se rend, mais pas moi », dit un des conducteurs. Comme beaucoup d'autres, il décide d'avancer à travers les bourbiers. De chaque côté de la route on voit des panneaux de danger : "champs de mines - ELN".

Cinq heures environ après avoir quitté Santa Rosa, à la hauteur du village minier de El Golfo, le nombre de guérilleros de l'ELN augmente sur le terrain. « C'est ici ! », crie quelqu'un. S'abat alors une averse... Un représentant de l'ELN dit à l'évêque et au directeur du Programme de développement et paix du Magdalena Medio, le père Francisco de Roux - invités par les leaders locaux à les accompagner dans la caravane - qu'un groupe de leaders doit se détacher du groupe pour rejoindre les commandants de cette guérilla pour décider de l'ordre du jour. Carmen, une habitante de Santa Rosa âgée de 27 ans, lui répond énergiquement que la communauté a décidé que personne ne se séparerait du groupe et que ce dont on a à débattre doit être débattu devant tout le monde.«

Dites à vos commandants de venir ici. Car personne ne s'éloignera du groupe. Nous tous sommes venus ici, nous tous en repartirons sans qu'aucun ne manque », affirme-t-elle. Le guérillero paraît surpris par l'attitude de la jeune femme. Il rétorque que lui doit garantir la sécurité de ses propres commandants. « Allons ! Dites-leur que nous venons dans un esprit de paix. Que personne n'est armé », réplique l'évêque.

D'autres villageois de Santa Rosa, agglutinés autour du guérillero, font valoir, en outre, que l'ordre du jour a déjà été établi par les habitants de Santa Rosa. Le guérillero se retire en direction d'une colline. Peu après, trois commandants de l'ELN descendent à l'école publique de El Golfo, une zone consacrée à l'exploitation de mines d'or. Un des leaders de Santa Rosa informe qu'une centaine au moins de

participants à la caravane sont encore embourbés sur le chemin. Alors, M^{gr} Serna invite tout le monde à réciter le Rosaire - « pour leur donner le temps d'arriver ». Les commandants de l'ELN se regardent, gardent le silence puis répètent les prières. A la lecture de l'Évangile de saint Luc selon lequel Jésus appelle à libérer les captifs parce qu'il ne veut pas que les gens vivent opprimés mais libres, l'évêque ajoute : « La demande que la communauté de Santa Posa adresse à l'ELN est que vous libériez les séquestrés aujourd'hui même. »

Dans l'ordre du jour préparé par ceux de Santa Rosa, la parole n'est donnée à l'ELN que sur le septième et dernier point. Ils insistent pour que, avant de parler, l'ELN libère les séquestrés. Un habitant de Santa Rosa, qui veut garder l'anonymat réclame le haut-parleur : « Nous ne venons pas dans le but de nous venger mais bien d'exiger de vous que vous cessiez de nous détruire à coups d'enlèvements. La guérilla dit qu'elle est l'armée du peuple, mais très souvent ce que nous ressentons, nous, est que ce qu'elle fait en réalité, c'est opprimer le peuple. » Tout de suite un autre leader intervient : « Vous dites que le peuple est à la guérilla ce que l'eau est aux poissons. Si nous vous privons d'eau, en raison des nombreux abus que vous commettez, vous allez mourir. Sachez que nous souffrons beaucoup du fait que vous enlevez nos proches. Pour Luis Tarazona la priorité dans sa vie, c'était sa femme et ses enfants. Avant sa séquestration, Luis avait sa propriété et son bétail. Maintenant femme et enfants sont réduits à mendier...Vous devez corriger ces abus. »

Une autre intervention : « Ne nous mêlez plus à la guerre. Nous ne soutenons ni la guérilla ni les paramilitaires. Libérez nos séquestrés. »

Dans la foule, les rumeurs grandissent ainsi que la confusion. Le malaise est évident quand on confirme publiquement que les FARC n'assisteront pas à la réunion. « Pourquoi nous trompez-vous ainsi ? », demande Carmen, la soeur de Luis Hernandez. Cecilia, une femme leader de Santa Rosa, s'écrie : « Les FARC ont confirmé qu'ils viendraient. Nous ne sommes pas en train de jouer et nous exigeons le respect, c'est une insulte. » Pendant ce temps, l'épouse de Orlando Monsalve - un des séquestrés par les FARC -, enceinte de cinq mois, pleure devant les commandants de l'ELN. Un voisin souligne que cette femme qui n'avait jamais travaillé s'est vue obligée de préparer des empanadas [2] et des glaces, et à les vendre dans une école. C'est ainsi qu'elle a subvenu aux besoins de ses cinq jeunes enfants. « La guérilla ne sait pas la souffrance qu'elle cause », conclut le paysan.

"Samuel", commandant des fronts guérilleros de l'ELN qui opèrent dans la Serrania de San Lucas depuis 16 ans prend note de chacune des interventions. Après avoir demandé la permission d'utiliser le haut-parleur, il annonce la libération de Eduardo Galvis, qui avait été enlevé deux mois auparavant. « Don Eduardo va arriver., pour repartir avec vous », dit-il. Eduardo Galvis, transporteur appartenant à une des familles les plus traditionnelles du village, est accueilli à bras ouverts par ses parents et amis.

Le père de Roux s'adresse aux commandants de l'ELN : « Il est impossible de vous remercier de nous avoir rendu Eduardo Galvis parce que l'enlèvement est un délit de lèse-humanité, qui porte atteinte à la dignité de tous et détruit la Colombie. Je ne vous dis pas merci... parce que la liberté est un droit. Il n'y a pas de délit plus douloureux à supporter que de priver l'autre de sa liberté pour toucher de l'argent. Je vous demande de prendre un engagement aujourd'hui : commencer par ne plus garder en otage qui que ce soit de Sur de Bolivar. »

Le commandant "Samuel" annonce aussi que deux autres séquestrés seraient libérés la semaine suivante. Des leaders de Santa Rosa exigent de l'ELN une explication sur l'absence des FARC, considérant que les deux organisations avaient signé un communiqué conjoint. "Samuel", le commandant de l'ELN, répond que les FARC l'avaient seulement informé de difficultés pour arriver. Des membres de la communauté lui demandent d'établir un contact avec les FARC par radio, immédiatement. « Dites-leur que nous ne bougerons pas d'ici tant qu'ils ne viendront pas », déclare un des leaders. Les assistants applaudissent et manifestent leur soutien à la proposition. Les commandants de l'ELN se regardent. Des proches des familles Hernandez et Monsalve dont les enfants ont été enlevés par les FARC, demandent la parole. Ils soulignent que de toute évidence le peu de biens que ces familles possèdent est le fruit de plus de 40 ans de travail. « Ils ne peuvent payer une rançon. La guérilla ne peut les obliger à vendre leur petite ferme, la seule chose qu'ils possèdent. Dites aux FARC que nous n'acceptons pas leur duperie », dirent-ils. Un

paysan du village de Canelo parle haut :

« Vous avez des pères et mères qui souffrent parce qu'ils ont un fils dans la guérilla. Moi je ne veux pas voir demain mon fils avec un fusil. Si les enfants vous voient rôder armés autour de nos fermes, cela les influence. Respectez-nous. Nous, nous voulons lutter, mais par le travail. » Tandis que les membres de l'ELN font passer l'information qu'ils préparent de la viande et des pommes de terre salées, José Cendales demande la parole. Il dit qu'il vit depuis 36 ans au village de Canelo et demande aux guérilleros de mettre un terme à leurs abus : « Quand on vient à ma ferme et qu'on me demande un verre d'eau pour quelqu'un de la guérilla ou des paramilitaires, je le donne. Mais seulement parce que ce sont des êtres humains. » Les heures passent et de plus en plus d'habitants de Santa Rosa s'enhardissent à parler, mais sans se nommer : « A la mission Rio Grande on connaît une liste de gens que vous retenez pour leur ôter la vie. Cette guerre psychologique est encore plus grave que de leur tirer une balle. Les gens migrent parce qu'on leur prend le bétail et qu'on exige d'eux des tributs. Arrêtez cette ignominie. »

« Je suis un jeune homme de Santa Rosa et neveu de Eduardo Cifuentes. Pourquoi, au lieu d'aider au développement intellectuel des jeunes, vivons-nous chaque jour en Colombie comme les hommes des cavernes : en nous entre-tuant ? Cela fait mal à voir : au lieu qu'il y ait de plus en plus de jeunes à l'université, il y a de plus en plus de jeunes en armes. Il faut s'asseoir pour dialoguer afin d'éviter que nous ne devenions exsangues. »

Un membre de la famille Hernández insiste : « Nous demandons aux commandants de l'ELN d'assumer leur engagement à être un pont avec les FARC. »

Devant l'insistance, le commandant de l'ELN répond qu'il peut seulement avoir une communication radio à partir du lendemain dix heures du matin. Et il explique : « Mon organisation a des différends avec les FARC. Mais je m'engage à communiquer avec eux. » Après une pause, le commandant poursuit : « ... Je veux vous dire que je ne suis pas d'accord avec les enlèvements... Je vais négocier avec mes commandants pour que nul ne soit plus enlevé à Santa Rosa. Je suggère que nous créions plutôt une prison, mais une prison pour réhabiliter des gens... ». Ensuite les commandants de l'ELN lurent des discours mettant en cause la « machine de guerre » du nouveau gouvernement et soulignant qu'ils espèrent bien que le Magdalena Medio ne devienne pas un autre Urabá. « Nous ne pouvons pas nier avoir commis des erreurs...mais nous avons voulu lancer un dialogue dans une zone démilitarisée [3] et dans le Sur de Bolívar, d'autres ont organisé un mouvement pour dire "non" à la démilitarisation », déclare le surnommé "Samuel". En liaison avec la récitation du Rosaire, il souligne que Jésus ne fut pas neutre car à son époque aussi il y avait beaucoup d'injustice sociale. Le père de Roux prend la parole pour dire que, même si à cette époque il y avait effectivement de l'injustice sociale, Jésus n'avait jamais pris les armes ni incité d'autres à le faire.

Alors le commandant "Samuel" fait une proposition de dialogue entre la communauté et l'ELN pour faire du Magdalena Medio un territoire où soit protégée la vie de tous, dans la paix et la démocratie. Il suggère aux gens de Santa Rosa d'élire une commission représentative. Il prévient qu'aucun paramilitaire ne pourra en faire partie. De Roux dit que maintenant, oui, il remercie l'ELN pour sa proposition de dialogue.

D'autres participants de la caravane demandent la parole. Une enseignante de El Canelo demande que les écoles ne soient pas transformées en casernes de la guérilla et des paramilitaires. « Au lieu d'envoyer les enfants prendre les armes, laissez-les étudier. Combien de jeunes meurent sans même savoir pourquoi ? », demande-t-elle. En fin d'après-midi, le commandant "Samuel" réitère son engagement d'entrer en contact avec les FARC. Sur le chemin du retour en pleine obscurité, une série de véhicules patinent dans les bourbiers. Après une course d'obstacles de plus de six heures, les habitants de Santa Rosa atteignent leur village peu après 1 heure du matin le samedi. Les véhicules klaxonnent et réveillent les gens qui sortent dans la rue en pyjama. Par haut-parleur, les arrivants informent qu'ils ramènent Eduardo Galvis. Les gens se rassemblent devant chez lui et lui font la fête.

Aux déclarations de la ministre de la défense, Maria Rodriguez Ramirez, qui qualifie d'illégale la marche des habitants de Santa Rosa, le maire Delmar Burgos, - il avait soutenu la caravane mais n'avait pu y

participer pour des motifs juridiques -, répond : « Ce qui s'est fait à Santa Rosa est justice et tout ce qui est juste est légal, même si ce qui est légal n'est pas toujours juste. »

Les habitants de Santa Rosa ont forgé une tradition de solidarité, et ils ont lancé un défi aux différents groupes armés. L'an dernier, quand ils se rendirent compte que la guérilla était en train d'enlever une habitante, ils se concertèrent et suivirent le véhicule. Plus de 50 véhicules bloquèrent le passage des séquestrateurs. Les FARC durent rendre la femme kidnappée.

Il y a un an, plus de mille habitants se sont rassemblés pour protester face aux paramilitaires qui avaient tué deux jeunes du village.

En novembre 1997, plus de 500 personnes de Santa Rosa ont affronté l'ELN pour demander qu'elle respecte l'élection du maire. La guérilla avait exigé des habitants qu'ils ne votent pas, mais ils avaient passé outre. Alors l'ELN avait exigé que le maire renonce. Après la manifestation des villageois, le maire est resté à son poste.

Au cours de l'année 2000, Santa Rosa fut l'un des villages qui participa aux marches pour qu'il n'y ait pas de zone démilitarisée. Le jour suivant la caravane, Carmen Hernández reçoit un coup de téléphone donné du village de Montecristo par son frère Louis, qui était séquestré. En réponse à la clameur des habitants de Santa Rosa, les FARC le libèrent.

Un jeune paysan affirme que l'adage selon lequel il est difficile de vaincre un peuple uni, est une réalité à Santa Rosa. Les villageois de Santa Rosa semblent suivre les principes de non-violence et de résistance civile, proclamés par les grands penseurs et hommes d'action Gandhi et Mandela. Aussi bien M^{gr} Serna que le père de Roux se disent certains que du Sur de Bolívar surgira l'espérance de paix pour la Colombie.

- **Dial - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2605.**

- Texte (espagnol) envoyé par l'auteure.

- En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteure, la source française (Dial - <http://enligne.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Groupe paramilitaire.

[2] Chaussons fourrés à la viande et aux légumes.

[3] Zone qui, par engagement du gouvernement, est soustraite au contrôle de l'armée.